

Rapport financier 2013 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Sept-Îles

Code géographique : 97007

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Serge Gagné, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Sept-Îles pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date

2013-05-09

Signature

Serge Gagné

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Sept-Îles et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Sept-Îles et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Sept-Îles inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Deloitte S.E.N.C.R.L. I.p.r.l.

(1)

(1) CPA Auditeur, CA, permis de comptabilité publique no. A105898

DATE 2014-05-08

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>Réalisations 2012</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Réalisations 2013</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	46 165 644	46 482 604	46 881 588			46 881 588
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 615 447	2 675 823	2 797 907			2 797 907
Quotes-parts	3						
Transferts	4	4 297 515	3 970 857	5 319 131		4 118 402	6 159 035
Services rendus	5	3 113 748	2 765 004	3 059 348		1 659 786	4 466 485
Imposition de droits	6	4 160 687	1 291 500	1 316 598			1 316 598
Amendes et pénalités	7	459 869	435 000	521 392			521 392
Intérêts	8	646 679	488 920	760 962		19 700	780 662
Autres revenus	9	3 397 860	1 480 640	677 581		17 747	695 328
	10	64 857 449	59 590 348	61 334 507		5 815 635	63 618 995
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	1 109 195	3 940 000	4 555 551			4 555 551
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	46 104		69 370			69 370
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	1 155 299	3 940 000	4 624 921			4 624 921
	18	66 012 748	63 530 348	65 959 428		5 815 635	68 243 916
Charges							
Administration générale	19	6 475 034	7 307 750	7 482 217	273 324		7 755 541
Sécurité publique	20	6 541 445	7 238 410	7 111 583	306 557	424 166	7 572 375
Transport	21	7 681 222	9 037 150	8 509 467	3 837 801	987 512	13 085 780
Hygiène du milieu	22	11 206 182	11 305 670	11 599 200	2 913 729	686 737	14 497 795
Santé et bien-être	23	274 261	274 900	298 179			298 179
Aménagement, urbanisme et développement	24	12 970 233	3 219 835	4 897 193	122 211	1 824 944	4 981 699
Loisirs et culture	25	8 798 551	10 000 131	10 096 967	1 995 242	1 596 314	13 240 827
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	2 637 550	3 041 939	2 738 654		32 769	2 771 423
Amortissement des immobilisations	28	9 091 597	9 092 000	9 448 864	(9 448 864)		
	29	65 676 075	60 517 785	62 182 324		5 552 442	64 203 619
Excédent (déficit) de l'exercice	30	336 673	3 012 563	3 777 104		263 193	4 040 297

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	336 673		3 012 563	3 777 104	263 193	4 040 297
Moins: revenus d'investissement	2	(1 155 299 )	(	3 940 000)	(4 624 921 )	(	4 624 921)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(818 626)		(927 437)	(847 817)	263 193	(584 624)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	9 091 597		9 092 000	9 448 864	82 646	9 531 510
Produit de cession	5				52 053		52 053
(Gain) perte sur cession	6	81 833			1 127 107		1 127 107
Réduction de valeur / Reclassement	7	345 598			302 381		302 381
	8	9 519 028		9 092 000	10 930 405	82 646	11 013 051
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9	481 282			41 093		41 093
Réduction de valeur / Reclassement	10	(345 598)			(302 381)		(302 381)
	11	135 684			(261 288)		(261 288)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12	41 077			191 463		191 463
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15	41 077			191 463		191 463
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	4 973 450			424 465		424 465
Remboursement de la dette à long terme	17	(5 734 827 )	(	4 785 261)	(6 043 081 )	(	6 043 081)
	18	(761 377)	(	4 785 261)	(5 618 616)		(5 618 616)
Affectations							
Activités d'investissement	19	(3 024 329 )	(	4 241 402)	(3 166 694)	(126 278)	(3 292 972)
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	2 233 000			213 056	38 873	251 929
Excédent de fonctionnement affecté	21			2 000 000	2 000 000		2 000 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 149 026)		(1 125 000)	(679 721)	(38 873)	(718 594)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(107 039)		(12 900)	(78 638)		(78 638)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	(2 047 394)		(3 379 302)	(1 711 997)	(126 278)	(1 838 275)
	26	6 887 018		927 437	3 529 967	(43 632)	3 486 335
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	6 068 392			2 682 150	219 561	2 901 711

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013	Réalizations 2013		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	1 155 299	3 940 000	4 624 921		4 624 921
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(385 077)	(300 000)	(199 854)	()	(199 854)
Sécurité publique	3	(368 480)	(1 495 000)	(258 276)	()	(258 276)
Transport	4	(6 421 872)	(11 722 900)	(9 617 064)	(107 671)	(9 724 735)
Hygiène du milieu	5	(4 721 517)	(17 107 100)	(10 979 814)	()	(10 979 814)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(626 257)	(330 000)	(251 804)	(11 529)	(263 333)
Loisirs et culture	8	(2 099 097)	(9 973 000)	(895 765)	(7 078)	(902 843)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(14 622 300)	(40 928 000)	(22 202 577)	(126 278)	(22 328 855)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(697 646)	()	(34 363)	()	(34 363)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	(119 641)	(119 600)	(119 641)	()	(119 641)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13		19 790 000	11 116 000		11 116 000
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	3 024 329	4 241 402	3 166 694	126 278	3 292 972
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	2 189 576	10 256 198	(1 462 000)		(1 462 000)
Excédent de fonctionnement affecté	16	(3 147)	800 000	2 157 172		2 157 172
Réserves financières et fonds réservés	17	1 395 047	2 020 000	1 250 300		1 250 300
	18	6 605 805	17 317 600	5 112 166	126 278	5 238 444
	19	(8 833 782)	(3 940 000)	(6 128 415)		(6 128 415)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(7 678 483)		(1 503 494)		(1 503 494)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations 2012	Budget 2013	Réalisations 2013		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	336 673	3 012 563	3 777 104	263 193	4 040 297
Variation des immobilisations						
Acquisition	2 (	14 622 300)	(40 928 000)	(22 202 577)	(126 278)	(22 328 855)
Produit de cession	3			52 053		52 053
Amortissement	4	9 091 597	9 092 000	9 448 864	82 646	9 531 510
(Gain) perte sur cession	5	81 833		1 127 107		1 127 107
Réduction de valeur / Reclassement	6	345 598		302 381		302 381
	7	(5 103 272)	(31 836 000)	(11 272 172)	(43 632)	(11 315 804)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	212 810		(295 651)		(295 651)
Variation des stocks de fournitures	9	(338 936)		(153 793)	(4 229)	(158 022)
Variation des autres actifs non financiers	10	(82 099)		135 310	65	135 375
	11	(208 225)		(314 134)	(4 164)	(318 298)
	12	(4 974 824)	(28 823 437)	(7 809 202)	215 397	(7 593 805)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(4 974 824)	(28 823 437)	(7 809 202)	215 397	(7 593 805)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(37 972 475)		(50 509 066)	1 031 303	(49 477 763)
Redressement aux exercices antérieurs	16	(7 561 767)				
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(45 534 242)		(50 509 066)	1 031 303	(49 477 763)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(50 509 066)		(58 318 268)	1 246 700	(57 071 568)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>2012</u>		<u>2013</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	22 594 247	23 308 682	1 618 455	24 927 137
Placements temporaires	2			177 395	177 395
Débiteurs (note 5)	3	9 208 099	9 316 389	563 710	9 857 749
Prêts (note 6)	4	197 847	197 847		197 847
Placements à long terme (note 7)	5	591 196	519 374		519 374
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	32 591 389	33 342 292	2 359 560	35 679 502
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	11 489 000	11 768 000		11 768 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	13 395 453	13 300 318	383 246	13 661 214
Revenus reportés (note 12)	13	332 285	315 206	729 614	1 044 820
Dette à long terme (note 13)	14	56 426 317	65 453 136		65 453 136
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	1 457 400	823 900		823 900
	16	83 100 455	91 660 560	1 112 860	92 751 070
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(50 509 066)	(58 318 268)	1 246 700	(57 071 568)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	192 789 816	204 061 988	271 589	204 333 577
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	700 419	996 070		996 070
Stocks de fournitures	20	1 711 273	1 865 066	8 766	1 873 832
Autres actifs non financiers (note 17)	21	415 010	279 700	56 334	336 034
	22	195 616 518	207 202 824	336 689	207 539 513
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	6 641 893	8 399 843	1 112 404	9 512 247
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	13 257 851	10 703 244	199 396	10 902 640
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(5 718 339)	(2 064 166)		(2 064 166)
Financement des investissements en cours	26	(6 933 713)	(8 437 207)		(8 437 207)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	137 859 760	140 282 842	271 589	140 554 431
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	145 107 452	148 884 556	1 583 389	150 467 945

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Réalizations 2013		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	336 673	3 777 104	263 193	4 040 297
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	9 091 597	9 448 864	82 646	9 531 510
Autres					
- Perte sur disposition	3	81 833	1 127 107		1 127 107
-	4				
	5	9 510 103	14 353 075	345 839	14 698 914
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	4 138 425	(108 290)	(217 805)	(348 445)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	5 269 574	(95 135)	(69 076)	(141 861)
Revenus reportés	9	107 380	(17 079)	230 709	213 630
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	472 800	(633 500)		(633 500)
Propriétés destinées à la revente	11	910 456	6 729		6 729
Stocks de fournitures	12	(338 936)	(153 793)	(4 229)	(158 022)
Autres actifs non financiers	13	(82 099)	135 310	65	135 375
	14	19 987 703	13 487 317	285 503	13 772 820
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	14 622 300 ) (	22 202 577 ) (	126 278 ) (	22 328 855)
Produit de cession	16		52 053		52 053
	17	(14 622 300)	(22 150 524)	(126 278)	(22 276 802)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	119 641 ) (	119 641 ) (	) (	119 641)
Remboursement ou cession	19	41 077	191 463		191 463
Variation nette des placements temporaires	20			(177 395)	(177 395)
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22	(78 564)	71 822	(177 395)	(105 573)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23		15 116 000		15 116 000
Remboursement de la dette à long terme	24 (	5 676 975 ) (	6 052 023 ) (	) (	6 052 023)
Variation nette des emprunts temporaires	25	10 207 000	279 000		279 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	33 203	(37 158)		(37 158)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	4 563 228	9 305 819		9 305 819
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	9 850 067	714 434	(18 170)	696 264
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	12 744 180	22 594 247	1 636 625	24 230 872
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	22 594 247	23 308 681	1 618 455	24 927 136

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>Réalisations 2012</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Réalisations 2013</u>	<u>Total consolidé¹</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés		
Rémunération	1	13 869 334	16 003 270	15 032 878	1 955 859	16 988 737
Charges sociales	2	3 544 261	4 232 530	3 919 390	234 970	4 154 360
Biens et services	3	22 573 374	23 566 615	23 585 894	2 857 459	26 190 704
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	2 047 931	2 300 506	1 955 533		1 955 533
D'autres organismes municipaux	5	4 929	4 384	4 442		4 442
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	221 708	215 049	184 662		184 662
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	362 982	522 000	594 017	32 769	626 786
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	677 540	719 500	1 026 036		1 026 036
Autres	10					
Autres organismes	11	3 597 237	3 831 931	4 947 563	388 739	2 057 804
Amortissement des immobilisations	12	9 091 597	9 092 000	9 448 864	82 646	9 531 510
Autres						
- Mauvaises créances - Franchise	13	(20 324)	30 000	171 452		171 452
- Relocalisation HSF	14	9 224 224		1 104 335		1 104 335
- Coût des dispositions	15	481 282		207 258		207 258
	16	65 676 075	60 517 785	62 182 324	5 552 442	64 203 619

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Réalizations	
		2013	2012
			Redressées note 20
Revenus			
Taxes	1	46 881 588	46 165 644
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 797 907	2 615 447
Quotes-parts	3		
Transferts	4	10 714 586	6 284 965
Services rendus	5	4 466 485	4 391 990
Imposition de droits	6	1 316 598	4 160 687
Amendes et pénalités	7	521 392	459 869
Intérêts	8	780 662	662 843
Autres revenus	9	764 698	3 492 118
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	68 243 916	68 233 563
Charges			
Administration générale	12	7 755 541	6 744 719
Sécurité publique	13	7 572 375	6 983 118
Transport	14	13 085 780	12 053 622
Hygiène du milieu	15	14 497 795	14 332 359
Santé et bien-être	16	298 179	274 261
Aménagement, urbanisme et développement	17	4 981 699	13 092 357
Loisirs et culture	18	13 240 827	11 555 255
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	2 771 423	2 664 588
	21	64 203 619	67 700 279
Excédent (déficit) de l'exercice	22	4 040 297	533 284
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	146 427 648	153 456 131
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(7 561 767)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	146 427 648	145 894 364
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	150 467 945	146 427 648

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Réalizations	
		2013	2012 Redressées note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 040 297	533 284
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(22 328 855)	(14 673 560)
Produit de cession	3	52 053	4 785
Amortissement	4	9 531 510	9 170 479
(Gain) perte sur cession	5	1 127 107	82 679
Réduction de valeur / Reclassement	6	302 381	345 598
	7	(11 315 804)	(5 070 019)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(295 651)	212 810
Variation des stocks de fournitures	9	(158 022)	(340 449)
Variation des autres actifs non financiers	10	135 375	(98 051)
	11	(318 298)	(225 690)
	12	(7 593 805)	(4 762 425)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(7 593 805)	(4 762 425)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(49 477 763)	(37 153 571)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16		(7 561 767)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(49 477 763)	(44 715 338)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(57 071 568)	(49 477 763)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	24 927 137	23 968 707
Placements temporaires	2	177 395	263 269
Débiteurs (note 5)	3	9 857 749	9 493 233
Prêts (note 6)	4	197 847	197 847
Placements à long terme (note 7)	5	519 374	591 196
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	35 679 502	34 514 252
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		1 104
Emprunts temporaires (note 10)	11	11 768 000	11 489 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	13 661 214	13 787 004
Revenus reportés (note 12)	13	1 044 820	831 190
Dette à long terme (note 13)	14	65 453 136	56 426 317
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	823 900	1 457 400
	16	92 751 070	83 992 015
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(57 071 568)	(49 477 763)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	204 333 577	193 017 773
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	996 070	700 419
Stocks de fournitures	20	1 873 832	1 715 810
Autres actifs non financiers (note 17)	21	336 034	471 409
	22	207 539 513	195 905 411
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	150 467 945	146 427 648

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 040 297	533 284
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	9 531 510	9 170 479
Autres			
- Perte sur disposition	3	1 127 107	82 679
-	4		
	5	14 698 914	9 786 442
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(348 445)	4 041 127
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(141 861)	5 403 592
Revenus reportés	9	213 630	325 306
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(633 500)	472 800
Propriétés destinées à la revente	11	6 729	910 456
Stocks de fournitures	12	(158 022)	(340 449)
Autres actifs non financiers	13	135 375	(98 051)
	14	13 772 820	20 501 223
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(22 328 855)	(14 673 560)
Produit de cession	16	52 053	4 785
	17	(22 276 802)	(14 668 775)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(119 641)	(119 641)
Remboursement ou cession	19	191 463	41 077
Variation nette des placements temporaires	20	(177 395)	
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(105 573)	(78 564)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	15 116 000	
Remboursement de la dette à long terme	24	(6 052 023)	(5 676 975)
Variation nette des emprunts temporaires	25	279 000	10 207 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(37 158)	33 203
Autres			
-	27		
-	28		
	29	9 305 819	4 563 228
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	696 264	10 317 112
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	24 230 872	13 913 760
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	24 927 136	24 230 872

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sept-Îles est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c.C-19).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles, les notes et les renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés de la Ville de Sept-Îles présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses propres à la municipalité. Ils incluent également les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses consolidés, ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Le périmètre comptable de la municipalité comprend les organismes périmunicipaux suivants :

- La Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. ;
- La Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc. ;
- La Corporation de Protection de l'Environnement de Sept-Îles inc. ;
- Développement Économique Sept-Îles inc. ;
- La Corporation Touristique de Sept-Îles inc. ;
- La Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord inc. ;
- Le Vieux-Quai en fête de Sept-Îles inc. ;
- Le Jardin Communautaire du Ruisseau Bois-Joli.

Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. et subventionne celle-ci selon les barèmes du ministère des Transports. En 2013, la Ville a versé une contribution de 232 000 \$ incluant une contribution de 137 000 \$ en référence avec le service d'un transport collectif - Taxibus.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. En 2012, elle a obtenu son statut d'organisme de charité. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer les opérations de transport sur son territoire. Depuis janvier 2011, elle offre un service de transport par autobus «Interbus» reliant les villes de Sept-Îles et de Port-Cartier.

Au 31 décembre 2013, les états financiers de la Corporation de Transport Adapté de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	831 008 \$
* Passifs	85 649 \$
* Actifs nets	745 359 \$
* Revenus	1 009 637 \$
* Dépenses	971 436 \$
* Surplus 2013	38 201 \$

Corporation Touristique de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation Touristique de Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière. En 2013, la Ville a versé une contribution de 584 200 \$.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer et promouvoir le développement de l'activité touristique dans la région de Sept-Îles.

Au 31 décembre 2013, les états financiers de la Corporation Touristique de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	234 148 \$
* Passifs	148 161 \$
* Actifs nets	85 987 \$
* Revenus	887 894 \$
* Dépenses	827 910 \$
* Surplus 2013	59 984 \$

Développement Économique Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de Développement Économique Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière. En 2013, la Ville a versé une contribution de 1 034 500 \$.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour voir à l'expansion industrielle, commerciale et économique de la région de Sept-Îles.

Au 31 décembre 2013, les états financiers de Développement Économique Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	480 333 \$
* Passifs	147 847 \$
* Actifs nets	332 486 \$
* Revenus	1 087 043 \$
* Dépenses	1 001 112 \$
* Surplus 2013	85 931 \$

Corporation de Protection de l'Environnement de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation de Protection de l'Environnement de Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière. En 2013, la Ville a versé une contribution de fonctionnement de 340 000 \$ de même qu'un montant de 49 925 \$ pour la collecte des déchets domestiques dangereux.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer et promouvoir la

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

protection de l'environnement dans la communauté.

Au 31 décembre 2013, les états financiers de la Corporation de Protection de l'Environnement de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	208 409 \$
* Passifs	153 185 \$
* Actifs nets	55 224 \$
* Revenus	694 887 \$
* Dépenses	687 550 \$
* Surplus 2013	7 337 \$

Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc. En 2013, la Ville a versé des honoraires de gestion de 169 000 \$ en conformité avec la convention de gestion. Elle a également perçu des loyers pour un montant total de 62 300 \$.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer et promouvoir les activités de la Salle de spectacle.

Au 30 juin 2013, les états financiers de la Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	890 116 \$
* Passifs	594 584 \$
* Actifs nets	295 532 \$
* Revenus	1 403 568 \$
* Dépenses	1 350 844 \$
* Surplus 2013	52 724 \$

Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord inc. et subventionne cette dernière. En 2013, la Ville a versé une contribution de fonctionnement de 181 000 \$. Elle a également augmenté sa contribution annuelle d'un montant de 88 831 \$, soit l'équivalent des revenus de licences, de captures des animaux et d'euthanasies.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour le ramassage, la garde et la disposition des animaux errants.

Au 31 décembre 2013, les états financiers de la Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	89 668 \$
* Passifs	48 674 \$
* Actifs nets	40 994 \$
* Revenus	426 406 \$
* Dépenses	425 078 \$
* Surplus 2013	1 328 \$

Municipalité Régionale de Comté de Sept-Rivières (M.R.C.)

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

En plus de l'administration de la M.R.C., la Ville, conjointement avec les autres municipalités membres, doit assumer la planification et le suivi de l'aménagement du territoire, et soutenir financièrement le Centre local de développement agréé. De plus, en 2013, la municipalité versait une quote-part pour les équipements supralocaux, soit la Station récréotouristique de Gallix, de même qu'une quote-part pour le projet d'Écopatrouille visant la sensibilisation de la population à la gestion des matières résiduelles, en plus de quelques honoraires en relation avec le dossier d'érosion des berges. La participation de la municipalité pour l'exercice 2013 totalise 1 026 036 \$, soit :

* Administration	271 799 \$
* Contribution au CLD	138 159 \$
* Archives	19 605 \$
* Équipements supralocaux	555 119 \$
* Projet Écopatrouille	26 000 \$
* Érosion des berges	15 354 \$

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les revenus et les dépenses sont comptabilisés de façon brute afin d'enregistrer l'ensemble des activités économiques.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements temporaires ayant une échéance initiale de moins de trois mois, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Perte de valeur et prêts douteux

À la fin de chaque exercice, la municipalité détermine s'il existe des indications d'une possible perte de valeur. Ainsi, la valeur comptable est ramenée à la valeur de réalisation estimative. La valeur de réalisation estimative est mesurée par l'actualisation des flux monétaires prévus aux taux d'intérêts réels inhérents aux prêts. Lorsque le montant et le moment de réalisation des flux monétaires futurs ne peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnablement fiable, la valeur de réalisation estimative correspond à la juste valeur de tout élément donné en garantie.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks de fournitures et de matériaux sont évalués au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé pour les stocks diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût sauf pour les immobilisations reçues à titre gratuit qui, elles sont comptabilisées à la juste valeur marchande à la date de prise de possession. Les éléments d'actifs incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les présents états financiers.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Nature des immobilisations	Durée de vie utile
Infrastructures	15 et 40 ans
Aménagements des parcs publics	20 ans
Bâtiments	30 et 40 ans
Véhicules	5 et 10 ans
Machinerie lourde	20 ans
Ameublement et équipement de bureau	10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 ans
Équipement informatique et logiciels	5 ans

Aucun amortissement n'est comptabilisé sur les immobilisations en cours ni sur les projets terminés durant l'exercice.

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité sauf, dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme l'indemnité de retraite ;
- la couverture des soins de santé ;
- l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif, s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2013 selon la méthode suivante : valeur liée au marché - 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Parmi les principales composantes des états financiers exigeant de la direction qu'elle établisse des estimations, figurent la provision par créances douteuses à l'égard des débiteurs, la valeur nette de réalisation des stocks, les durées de vie utile des actifs à long terme et les passifs dans le cadre des éventualités juridiques. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

3. Modification de méthodes comptables

Chapitre SP3410, « Paiements de transfert »

La municipalité a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP3410 « Paiements de transfert ». Ce nouveau chapitre qui établit des critères de constatation de paiements de transfert, soit les subventions reçues du gouvernement par la municipalité, prévoit notamment que ces sommes doivent être constatées à titre de revenu dans l'exercice au cours duquel le transfert est autorisé et lorsque les critères d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints sauf, et dans la mesure où, les stipulations dont sont assorties les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les états financiers des exercices antérieurs y compris les informations présentées aux fins de comparaison ont été retraités.

Les impacts de cette norme sur les états financiers de la municipalité sont décrits à la note 20 « Redressement aux exercices antérieurs ».

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	3 935 303	4 455 882
Placements temporaires	2	149 396	238 269
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	1 293 615	569 451
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	4 217 263	4 147 244
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	1 079 812	476 140
Organismes municipaux	8	468 821	239 106
Autres			
- Administration municipale	9	2 256 878	3 776 158
- Organismes contrôlés	10	541 360	285 134
	11	9 857 749	9 493 233
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14	92 803	101 745
	15	92 803	101 745
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	301 047	296 452
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	197 847	197 847
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21	197 847	197 847
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	519 374	591 196
Autres placements	23		
	24	519 374	591 196
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25 3 414 400	2 704 800
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (4 238 300)	(4 162 200)
	27 <u>(823 900)</u>	<u>(1 457 400)</u>
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28 2 104 000	1 823 100
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29 441 100	354 600
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	
Régimes de retraite des élus municipaux	32 46 852	60 927
	33 <u>2 591 952</u>	<u>2 238 627</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

- 10. Emprunts temporaires**
Les différents emprunts temporaires portent intérêts au taux de base (TB) plus 0,50 % et se détaillent comme suit :

Règlement # 2009-146 :	30 000 \$
Règlement # 2009-149 :	487 000 \$
Règlement # 2010-170 :	565 000 \$
Règlement # 2011-223 :	1 055 000 \$
Règlement # 2011-230 :	100 000 \$
Règlement # 2012-234 :	1 200 000 \$
Règlement # 2012-239 :	260 000 \$
Règlement # 2012-248 :	700 000 \$
Règlement # 2012-250 :	706 000 \$
Règlement # 2013-268 :	4 075 000 \$
Règlement # 2013-272 :	<u>2 590 000 \$</u>
	<u>11 768 000 \$</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
11. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	8 477 001	9 434 809
Salaires et avantages sociaux	38	2 811 255	2 408 799
Dépôts et retenues de garantie	39	729 461	730 957
Provision pour contestations d'évaluation	40	210 267	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	380 746	195 484
Autres			
- Intérêts courus - Dette L.T.	42	669 238	625 404
- Organismes contrôlés	43	383 246	391 551
-	44		
-	45		
-	46		
	47	13 661 214	13 787 004

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	224 150	217 133
Transferts	49	47 181	57 584
Autres			
- Administration municipale	50	43 875	57 568
- Organismes contrôlés	51	729 614	498 905
	52	1 044 820	831 190

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

						2013	2012
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>				
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	5,15	2014	2033	53	65 585 240	56 521 263
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	65 585 240	56 521 263
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(132 104)	(94 946)
					63	65 453 136	56 426 317

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>				<u>Total 2013</u>
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2014	64	72	5 785 312	80	89	97	5 785 312
2015	65	73	5 429 617	81	90	98	5 429 617
2016	66	74	5 621 454	82	91	99	5 621 454
2017	67	75	5 478 238	83	92	100	5 478 238
2018	68	76	5 684 931	84	93	101	5 684 931
2019 et +	69	77	37 585 688	85	94	102	37 585 688
	70	78	65 585 240	86	95	103	65 585 240
Intérêts et frais accessoires			87	()		104	()
	71	79	65 585 240	88	96	105	65 585 240

Note

		2013	2012
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
Municipalité	106	(50 653 806)	(43 642 511)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	(6 324 959)	(5 733 507)
Autres	108	(92 803)	(101 745)
	109	(57 071 568)	(49 477 763)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	110	56 943 700	138 1 181 629	165	192 58 125 329
Eaux usées	111	58 204 997	139 1 835 283	166	193 60 040 280
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	126 266 022	140 4 279 657	167 3 592 340	194 126 953 339
Autres	113	37 482 399	141 1 161 215	168 (3 592 340)	195 42 235 954
Réseau d'électricité	114			169	196
Bâtiments	115	45 644 272	143 2 044 381		197 47 688 653
Améliorations locatives	116	86 878	144		198 86 878
Véhicules	117	7 355 849	145 644 356	172 804 054	199 7 196 151
Ameublement et équipement de bureau	118	3 253 803	146 310 383		173 200 3 564 186
Machinerie, outillage et équipement divers	119	6 825 787	147 942 703	174 (77 965)	201 7 846 455
Terrains	120	3 181 480	148	175 302 381	202 2 879 099
Autres	121	845 491	149 126 278		176 203 971 769
	122	<u>346 090 678</u>	150 <u>12 525 885</u>	177 <u>1 028 470</u>	204 <u>357 588 093</u>
Immobilisations en cours	123	<u>7 313 848</u>	151 <u>9 802 970</u>	178 <u>1 006 103</u>	205 <u>16 110 715</u>
	124	<u>353 404 526</u>	152 <u>22 328 855</u>	179 <u>2 034 573</u>	206 <u>373 698 808</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	125	28 526 013	153 1 246 302	180	207 29 772 315
Eaux usées	126	23 334 481	154 1 340 047	181	208 24 674 528
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	62 297 024	155 3 194 428	182	209 65 491 452
Autres	128	16 734 780	156 1 551 638	183	210 18 286 418
Réseau d'électricité	129			157 184	211
Bâtiments	130	20 377 973	158 1 117 991	185	212 21 495 964
Améliorations locatives	131	5 792	159 5 792	186	213 11 584
Véhicules	132	2 489 823	160 386 582	187 398 151	214 2 478 254
Ameublement et équipement de bureau	133	2 373 665	161 249 244		188 215 2 622 909
Machinerie, outillage et équipement divers	134	3 629 668	162 356 840	189 154 881	216 3 831 627
Autres	135	617 534	163 82 646		190 217 700 180
	136	<u>160 386 753</u>	164 <u>9 531 510</u>	191 <u>553 032</u>	218 <u>169 365 231</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>193 017 773</u>			219 <u>204 333 577</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	220		223	225	227
Amortissement cumulé	221	(_____)	224 (_____)	226 (_____)	228 (_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>			229 <u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230	637 604	341 953
Immeubles industriels municipaux	231	358 466	358 466
Autres	232		
	233	996 070	700 419
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	996 070	700 419

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	67 001	102 535
Frais reportés			
- Éval., taxes secteur, frais fin	237	212 699	312 475
- Organismes contrôlés	238	56 334	56 399
	239	336 034	471 409

Note**18. Obligations contractuelles**

1) La Ville de Sept-Îles s'est engagée envers l'Office Municipal d'Habitation de Sept-Îles à combler 10 % du déficit de cet organisme conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'habitation du Québec.

2) La Ville est également responsable financièrement du déficit d'opération de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. qui fut mandatée par la Ville pour assurer un service complet de transport adapté pour les personnes en perte d'autonomie ou ayant un handicap. Également, depuis juillet 2005, l'organisme assure un service de transport collectif sous la dénomination «Taxibus».

3) La Ville de Sept-Îles a signé différents contrats qui viennent à échéance jusqu'en 2019. Les versements futurs s'élèvent à environ 11 481 266 \$ et comprennent les contrats suivants :

a) Cueillette, transport et disposition des matières résiduelles et recyclables (résidentiel et commercial)

La municipalité s'est engagée par contrat sur une durée de sept (7) ans, qui se terminera, le 31 décembre 2014, en relation avec la cueillette de ses matières résiduelles et recyclables sur son territoire. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à 7 881 043 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2013 est de 1 463 796 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en décembre 2014 totalisent :

2014 1 463 796 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

b) Services professionnels en évaluation foncière

La municipalité s'est engagée, par contrat, sur une durée de soixante-douze (72) mois, soit du 1er novembre 2008 au 31 octobre 2014, pour les services d'évaluation foncière. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à 3 174 920 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2013 est de 399 369 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en octobre 2014 totalisent :

2014	399 369 \$
------	------------

c) Opération du lieu d'enfouissement sanitaire

La municipalité s'est engagée, par contrat, sur une durée de cinq (5) ans, soit du 1er novembre 2010 au 31 octobre 2015, pour l'entretien de son lieu d'enfouissement sanitaire incluant l'enfouissement, le broyage et le tri. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à 5 780 943 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2013 est de 1 912 011 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en octobre 2015 sont les suivants :

2014	1 042 915 \$
2015	869 096 \$

d) Entretien du dépôt à neige

La municipalité s'est engagée, par contrat, sur une durée de cinq (5) ans, soit du 1er novembre 2010 au 1er mai 2015, pour l'entretien du dépôt à neige. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à environ 330 090 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2013 est de 102 631 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en mai 2015 sont les suivants :

2014	67 923 \$
2015	34 708 \$

e) Entretien des chemins en hiver

La municipalité s'est engagée, par contrats, relativement à l'entretien des chemins en hiver. Le montant à payer, suivant ces contrats, se chiffre à 3 643 767 \$. Le solde des engagements au 31 décembre 2013 est de 2 006 363 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2017 sont les suivants :

2014	823 748 \$
2015	687 440 \$
2016	343 163 \$
2017	152 012 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

f) Entretien des bâtiments municipaux

La municipalité s'est engagée, par contrats, pour l'entretien ménager de ses différents bâtiments de même que pour l'entretien de ses systèmes de climatisation et de réfrigération. Le montant à payer, suivant ces contrats, se chiffre à environ 2 308 284\$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2013 est de 1 183 601 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2019 sont les suivants :

2014	536 655 \$
2015	257 971 \$
2016	186 926 \$
2017	101 875 \$
2018	96 803 \$
2019	3 371 \$

g) Traitement des matières récupérées

La municipalité s'est engagée, par contrat, sur une durée de trois (3) ans, soit du 1er septembre 2013 au 31 août 2016 pour le traitement des matières récupérées. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à environ 1 811 592 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2013 est de 1 454 342 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2016 sont les suivants :

2014	541 093 \$
2015	546 500 \$
2016	366 749 \$

h) Assurances collectives

La municipalité s'est engagée, par contrat, sur une durée de deux (2) ans e, plus de trois (3) années optionnelles, soit du 1er juillet 2011 au 30 juin 2016 pour le régime d'assurance collective, soit l'assurance-vie, l'assurance-salaire de longue durée et l'assurance maladie. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à environ 3 936 990 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2013 est de 2 088 217 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2016 sont les suivants :

2014	835 287 \$
2015	835 287 \$
2016	417 643 \$

i) Autres contrats

La municipalité s'est également engagée à verser des montants au-delà de l'exercice financier 2013, et ce, en relation avec divers contrats, tels l'entretien des stations de pompage d'égouts, le contrôle des insectes piqueurs, le transport des conteneurs des secteurs au LET, l'entretien des photocopieurs numériques, le soutien du logiciel de gestion du territoire, les lignes téléphoniques - Centrex et affaires, la téléphonie IP, la nomination d'un procureur, les auditeurs externes, les actuaire et autres engagements. Le montant à payer, suivant ces contrats, se chiffre à environ 1 842 189 \$. Le solde de ces engagements au 31 décembre 2013 est de 870 936 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2017 sont les suivants :

2014	450 065 \$
2015	293 662 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

2016	105 099 \$
2017	22 110 \$

4) La Ville de Sept-Îles a signé, le 28 octobre 2004, une convention de fiducie pour la constitution d'un fonds de gestion post-fermeture de son lieu d'enfouissement sanitaire. En vertu de cette convention issue du décret no. 1173-2002, à partir du 2 octobre 2002, concernant la délivrance d'un certificat d'autorisation pour l'agrandissement du site d'enfouissement, la Ville s'engage à verser au patrimoine fiduciaire, un minimum de 2,01 \$ pour chaque mètre cube de matières résiduelles enfouies au lieu d'enfouissement sanitaire.

La durée prévue révisée en 2013 de cette fiducie est de 22 ans, soit jusqu'en 2035 ou avant dans le cas où la capacité maximale de l'aire d'enfouissement sanitaire autorisée serait atteinte, soit 1 253 500 mètres cubes et la contribution de la municipalité fut révisée à 2,63 \$.

Durant cette période d'exploitation, la Ville de Sept-Îles devra avoir versé au patrimoine fiduciaire des contributions dont la valeur totale devra être équivalente à la valeur que représente la somme de 4 123 423 \$ actualisée par indexation au 1er janvier de chacune des années, sur la base du taux de variation des indices des prix à la consommation pour le Canada, tels que compilés par Statistique Canada.

La contribution à verser au 31 décembre 2013, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2013 s'élève à 95 805 \$ et l'avoir de la fiducie au 31 décembre 2013 s'élève à 820 514 \$.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

Station récréotouristique Gallix :

Le 22 avril 2005, suivant une résolution du conseil municipal, la Ville de Sept-Îles signait pour un cautionnement d'un montant n'excédant pas 39 200 \$ sur un contrat d'ouverture de crédit d'un montant maximum de 50 000 \$. En date du 31 décembre 2013, le crédit était inutilisé.

Maison des Organismes Communautaires de Sept-Îles (MOC SI) :

Le 27 janvier 2014, suivant une résolution du conseil municipal, la Ville de Sept-Îles autorisait un contrat de cautionnement en relation avec l'augmentation d'une limite de marge de crédit passant ainsi de 30 000 \$ à 42 000 \$. En date du 31 décembre 2013, le crédit utilisé était de 22 000 \$.

Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord (SPCA) :

Le 9 janvier 2012, suivant une résolution du conseil municipal, la Ville de Sept-Îles acceptait de cautionner la SPCA pour un montant de 5 000 \$ relativement à l'émission d'une carte de crédit afin de faciliter les achats auprès de certains fournisseurs.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Ministère du Développement Durable, Environnement, Faune et Parcs (MDDEFP) :

À la demande du MDDEFP, la ville contractait auprès de nos assureurs, un cautionnement en référence à la « Loi sur la qualité de l'environnement - Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles » pour un montant de 300 000 \$, renouvelé pour une période de trois ans, échéant le 19 juillet 2015.

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

Instabilité des terrains - Secteur Haut-Ste-Famille

La municipalité est aux prises avec une problématique d'affaissement de sol de terrains résidentiels situés dans le secteur Sainte-Famille, touchant notamment les rues Roméo-Vachon, du Père-Conan, Joséphat-Méthot et Pierre-Migneault.

De façon plus particulière, ces problèmes d'affaissement de sol ont entraîné des problèmes structuraux à de nombreuses résidences construites sur des terrains vendus par la municipalité.

En raison desdits affaissements, la municipalité a dû, dans un premier temps, verser des indemnités totalisant la somme de 288 000 \$ pour dépenses encourues par des acheteurs de terrains sur la rue Pierre-Migneault, nouvellement construite.

Afin de circonscrire l'ampleur de la problématique, la municipalité a dû engager des honoraires professionnels afin d'obtenir différentes expertises, notamment en géotechnique, arpentage ou autres, totalisant la somme de 572 000 \$ au 31 décembre 2013.

De plus, trente (30) résidences ont dû être relocalisées sur des terrains substitués, aux frais de la municipalité, pour une dépense totale estimée à 9 614 000 \$.

Les dépenses mentionnées précédemment ont été financées au 31 décembre de la façon suivante :

Une somme de 5 398 000 \$ par le biais d'un règlement d'emprunt et une somme additionnelle de 4 216 000 \$ à même les fonds généraux de la municipalité.

Par ailleurs, la municipalité maintient une surveillance des effets possibles de ces mêmes affaissements de sol sur quelques soixante (60) résidences additionnelles, par le biais notamment d'un monitoring d'arpentage.

Il appert que la municipalité devra vraisemblablement procéder au pieutage d'un édifice multilogements de six (6) unités, à la relocalisation d'un bâtiment de type duplex et à des travaux correctifs à être définis pour deux (2) résidences unifamiliales additionnelles au cours de l'année 2014, la municipalité ayant affecté à cette fin une somme de 2 000 000 \$ à même les surplus de la municipalité.

En terminant, la municipalité a intenté un recours en responsabilité civile en lien avec

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ces mêmes évènements à l'encontre du Groupe Qualitas inc., lui réclamant une somme dépassant les 13 millions de dollars, afin de se faire indemniser pour les dommages causés à la municipalité, notamment pour frais de relocalisation des résidences touchées, indemnités versées aux résidents touchés et perte d'infrastructures municipales, laquelle somme à parfaire lorsque la totalité des dommages subis par la municipalité sera connue.

d) Autres

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

20. Redressement aux exercices antérieurs

Une version révisée de la norme comptable sur les paiements de transfert est entrée en vigueur à compter de l'exercice débutant le 1er avril 2012, soit à compter de 2013 pour les municipalités et autres organismes municipaux (ci-après «organismes municipaux»). Les organismes municipaux touchés sont ceux qui reçoivent des subventions pluriannuelles du gouvernement du Québec, notamment pour le service de la dette sur des emprunts contractés pour l'acquisition d'immobilisations. Les budgets de 2012 et 2013 ne prévoyaient pas de telles affectations aux «dépenses constatées à taxer ou à pourvoir», l'utilisation de la mesure pour équilibrer les résultats de l'exercice 2013 et de l'exercice comparatif 2012 au rapport financier 2013 a nécessité de faire adopter une résolution sur l'utilisation de la mesure d'appariement fiscal consistant à affecter le poste «dépenses constatées à taxer ou à pourvoir» permis par le MAMROT.

Les régularisations comptables qui ont dû être apportées aux états financiers de la municipalité pour tenir compte de la nouvelle norme sur les paiements de transfert entrée en vigueur en 2013, ont engendré un déséquilibre fiscal.

Le conseil municipal a autorisé le trésorier à inscrire aux états financiers de 2013, les affectations au poste «dépenses constatées à taxer ou à pourvoir» nécessaires pour pallier ce déséquilibre, et à retraiter de la même manière l'exercice comparatif 2012.

Nous avons enlevé un solde de 6 176 462 \$ de subventions pluriannuelles du gouvernement du Québec pour le service de la dette sur des emprunts contractés pour l'acquisition d'immobilisations au 1er janvier 2012.

Également, le financement des investissements en cours a été diminué d'un montant de 1 276 853 \$, pour redresser les revenus de transfert comptabilisés au 1er janvier 2012, au moment de la réalisation des dépenses.

Finalement, les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir ont été redressées de 108 452 \$ pour tenir compte des intérêts et capital courus, selon les nouvelles normes.

Par conséquent, l'état des résultats et l'état de la variation des actifs nets (de la dette nette) aux pages S18 et S19 ont été redressés de 7 561 767 \$.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) ne comportent pas de comparaison avec des données budgétaires consolidées.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal lors de la séance spéciale du 11 décembre 2012, est également présentée dans les informations sectorielles.

De plus, certains postes budgétaires ont fait l'objet de réaffectations suivant des résolutions du conseil municipal au cours de l'exercice 2013 mais ne sont pas reflétées dans les colonnes «budget».

22. Instruments financiers

s/o

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 9 512 247	7 495 863
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 10 902 640	13 496 120
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (2 064 166 ) (	5 718 339)
Financement des investissements en cours	4 (8 437 207)	(6 933 713)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 140 554 431	138 087 717
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 150 467 945	146 427 648
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Activités de fonctionnement	8 2 300 000	2 000 000
- Engagements	9 285 144	412 000
- Réclamation ass. non couverte	10	776 261
- Infrastructures et dév. domici	11 429 871	853 610
- Complexe aquatique	12	3 000 000
- Réfection de l'hôtel de Ville	13 1 309 549	1 309 549
- Anciennes Villes - GA & MO	14 98 118	139 429
- Recouvrement cellules au LET	15 395 259	311 120
- Affaiss sol Ste-F.- Trav corr	16 2 000 000	
	17 6 817 941	8 801 969
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	18	
-	19	
-	20	
	21	
Réserves financières		
- Post fermeture LET	22 820 514	711 866
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27 820 514	711 866
Fonds réservés		
Fonds de roulement	28 536 870	887 790
Fonds parcs et terrains de jeux	29 48 373	40 487
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30 1 070 488	806 352
Société québécoise d'assainissement des eaux	31 15 146	81 487
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
- SHQ & immeubles locatifs	34 849 328	1 383 316
- Fonds d'investissement PMVI	35 88 860	88 860
- Dével. infrastructures mun.	36 455 724	455 724
- Organismes contrôlés	37 199 396	238 269
	38 3 264 185	3 982 285
	39 10 902 640	13 496 120

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres		
- Ententes de partage de frais	48 (666 251) (744 889)	()
-	49 () ()	()
	50 (666 251) (744 889)	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
	51 (1 397 915) (4 973 450)	()
	52 (2 064 166) (5 718 339)	()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53 5 317 620	4 319 592
Investissements à financer	54 (13 754 827) (11 253 305)	()
	55 (8 437 207)	(6 933 713)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56 204 333 577	193 017 773
Propriétés destinées à la revente	57 996 070	700 419
Prêts	58 197 847	197 847
Placements à titre d'investissement	59 519 374	591 196
Participations dans des entreprises municipales	60	()
	61 206 046 868	194 507 235
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme		
Dette à long terme	62 65 453 136	56 426 317
Frais reportés liés à la dette à long terme	63 132 104	94 946
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 (92 803) (101 745)	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 () ()	()
	66 65 492 437	56 419 518
Dette en cours de refinancement et autres éléments		
	67	()
	68 65 492 437	56 419 518
	69 140 554 431	138 087 717

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Sept-Îles, dont l'évaluation actuarielle la plus récente a été effectuée le 31 décembre 2012, est un régime de retraite contributif de type salaire final. La rente annuelle d'un participant est égale à 2 % de son salaire moyen sur 3 ans. Le régime prévoit également des prestations en cas de décès et de cessation d'emploi.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 2 704 800	3 154 400
Charge de l'exercice	5 (2 104 000)	(1 823 100)
Cotisations versées par l'employeur	6 2 813 600	1 373 500
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>3 414 400</u>	<u>2 704 800</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 75 475 300	69 839 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (82 037 900)	(74 777 500)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (6 562 600)	(4 938 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 9 977 000	7 642 800
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 3 414 400	2 704 800
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>3 414 400</u>	<u>2 704 800</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 75 475 300	69 839 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (82 037 900)	(74 777 500)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (6 562 600)	(4 938 000)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 2 324 700	1 863 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21 <u>2 324 700</u>	<u>1 863 000</u>
Cotisations salariales des employés	22 (1 106 600)	(683 400)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (43 900)	(61 300)
	24 1 174 200	1 118 300
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 628 500	506 700
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	33 <u>1 802 700</u>	<u>1 625 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	34 4 560 800	4 513 100
Rendement espéré des actifs	35 (4 259 500)	(4 315 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	36 301 300	198 100
Charge de l'exercice	<u>2 104 000</u>	<u>1 823 100</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 6 745 700	2 598 100
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (4 259 500)	(4 315 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 2 486 200	(1 716 900)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (5 448 900)	11 400
Prestations versées au cours de l'exercice	41 5 074 000	5 360 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 81 172 300	69 942 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 5,75 %	6,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,25 %	6,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 0,00 %	0,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 0,00 %	0,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 0,00 %	0,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 <u>1</u>	55 <u>2</u>	56 <u></u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime excédentaire compense les limites fiscales du régime agréé. Les autres programmes d'avantages après la retraite sont l'assurance-maladie, l'assurance-vie et l'indemnité de retraite.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (4 162 200)	(4 139 000)
Charge de l'exercice	58 (441 100)	(354 600)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 365 000	331 400
Passif à la fin de l'exercice	60 (<u>4 238 300</u>)	(<u>4 162 200</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (3 996 000)	(4 313 700)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (242 300)	151 500
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (<u>4 238 300</u>)	(<u>4 162 200</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 300 600	236 900
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66 300 600	236 900
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ()	()
	68 300 600	236 900
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 5 500	(28 600)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 306 100	208 300
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 135 000	146 300
Charge de l'exercice	77 441 100	354 600
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 388 300	(535 000)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 15	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80 3,65 %	3,15 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82 0,00 %	0,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83 7,75 %	9,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84 4,50 %	5,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85 2027	2020
Autres hypothèses économiques		
-	86	
-	87	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

S/O

	2013	2012
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

S/O

	2013	2012
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2013	2012
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	10	10

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2013	2012
Cotisations des élus au RREM 95	11 003	15 217
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	37 078	51 283
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	9 774	9 644
98	46 852	60 927

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Note

s/o

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	65 453 136
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	13 754 827
Activités de fonctionnement à financer	3	1 397 915
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
- Passif au titre des ASF	5	823 900
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	92 803
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	5 703 436
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	75 633 539
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	75 633 539
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	75 633 539
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)		
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	75 633 539
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2013	2013	2013	2012	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	34 392 950	34 742 447	34 742 447	33 988 834
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	4 072 880	4 159 457	4 159 457	4 034 466
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	2 352 030	2 404 138	2 404 138	2 490 109
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	40 817 860	41 306 042	41 306 042	40 513 409
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	2 238 550	2 187 413	2 187 413	2 223 039
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	3 177 199	3 122 537	3 122 537	3 150 943
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	145 000	167 534	167 534	175 082
Service de la dette	18	103 995	98 062	98 062	103 171
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	5 664 744	5 575 546	5 575 546	5 652 235
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	5 664 744	5 575 546	5 575 546	5 652 235
	26	46 482 604	46 881 588	46 881 588	46 165 644

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	181 340	181 477	161 586
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	15 710	15 342	15 709
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	173 198	173 198	173 198
	31	370 248	370 017	350 493
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	497 381	497 116	491 780
Cégeps et universités	33	233 053	228 309	217 298
Écoles primaires et secondaires	34	702 626	695 050	663 603
	35	1 433 060	1 420 475	1 372 681
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	1 803 308	1 790 492	1 723 174
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	829 340	946 076	849 312
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	43 175	61 339	42 961
Taxes d'affaires	43			
	44	872 515	1 007 415	892 273
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	2 675 823	2 797 907	2 615 447

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2013	2013	2013	2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52		75 679	75 679
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			50 002
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	34 990	303 715	234 341
Enlèvement de la neige	58	28 334	28 334	42 501
Autres	59	197	3 560	3 560
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			289 456
Transport scolaire	62			
Autres	63			334 442
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			839 904
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	6 202	31 285	31 285
Réseau de distribution de l'eau potable	68	15 680	167 693	143 853
Traitement des eaux usées	69	2 033	3 912	3 993
Réseaux d'égout	70	20 965	183 388	153 746
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	250 000	128 916	178 524
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	990 810	1 090 486	888 954
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			13 428
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81		2 150	2 150
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			8 311
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			34 091
Autres	85			2 396
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	62 201	197 712	197 228
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	143 180	173 849	275 376
Autres	88	77 895	470 308	620 822
Réseau d'électricité	89			
	90	1 632 487	2 860 987	3 506 309

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	1 684 800	1 333 777	1 333 777
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102		138 990	138 990
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		1 100 000	1 100 000
Réseau de distribution de l'eau potable	107	777 600	591 392	591 392
Traitement des eaux usées	108	100 000		
Réseaux d'égout	109	777 600	1 391 392	1 391 392
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			455 721
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	600 000		
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			653 474
Réseau d'électricité	128			
	129	3 940 000	4 555 551	4 555 551
				1 109 195

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	2 122 100	2 241 874	2 241 874
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	216 270	216 270	216 270
	138	2 338 370	2 458 144	2 458 144
TOTAL DES TRANSFERTS	139	7 910 857	9 874 682	10 714 586
				6 284 965

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142	5 130	22 397	12 788
	143	5 130	22 397	12 788
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	152 000	157 376	156 255
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	152 000	157 376	156 255
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149	13 340	13 244	12 928
Enlèvement de la neige	150	24 084	23 805	23 296
Autres	151	5 600	5 600	5 440
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	43 024	42 649	41 664
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	101 640	101 640	99 120
Réseau de distribution de l'eau potable	156	19 360	19 360	18 880
Traitement des eaux usées	157	74 600	74 600	72 700
Réseaux d'égout	158	37 400	37 400	36 300
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159	1 132 000	1 217 805	1 181 874
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	1 365 000	1 450 805	1 408 874
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	1 565 154	1 673 227	1 619 581

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2013	2013	2013	2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	81 400	133 410	197 879
Sécurité publique	183	359 900	401 749	479 754
Transport				
Réseau routier	184	217 620	234 755	252 929
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186		52 696	55 890
Transport scolaire	187			
Autres	188		144 568	152 386
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	100 000	63 603	249 756
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	12 650	76 617	87 977
Loisirs et culture	193	428 280	475 987	1 295 838
Réseau d'électricité	194			
	195	1 199 850	1 386 121	2 772 409
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	2 765 004	3 059 348	4 391 990
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	191 500	167 663	198 203
Droits de mutation immobilière	198	900 000	913 397	3 727 699
Droits sur les carrières et sablières	199	200 000	235 538	234 785
Autres	200			
	201	1 291 500	1 316 598	4 160 687
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	435 000	521 392	459 869
INTÉRÊTS	203	488 920	760 962	662 843
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(121 003)	(82 679)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		311 150	2 982 534
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		76 027	62 456
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208		17 747	
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres	210	1 480 640	480 777	529 807
	211	1 480 640	746 951	3 492 118

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	982 420	974 207	13 971	988 178	988 178	994 831
Application de la loi	2	548 150	669 342	1 487	670 829	670 829	567 716
Gestion financière et administrative	3	3 358 160	3 397 349	246 336	3 643 685	3 643 685	3 409 365
Greffe	4	654 660	647 141	4 738	651 879	651 879	430 923
Évaluation	5	612 800	581 731		581 731	581 731	546 198
Gestion du personnel	6	781 560	773 102	6 617	779 719	779 719	674 749
Autres	7	370 000	439 345	175	439 520	439 520	120 937
	8	7 307 750	7 482 217	273 324	7 755 541	7 755 541	6 744 719
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	4 315 160	4 261 125	46 762	4 307 887	4 307 887	3 836 524
Sécurité incendie	10	2 514 060	2 484 766	244 311	2 729 077	2 729 077	2 629 069
Sécurité civile	11	50 000	6 565		6 565	6 565	17 526
Autres	12	359 190	359 127	15 484	374 611	528 846	499 999
	13	7 238 410	7 111 583	306 557	7 418 140	7 572 375	6 983 118
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	3 063 930	2 815 455	3 364 910	6 180 365	6 180 365	5 391 154
Enlèvement de la neige	15	4 497 490	4 475 995	247 614	4 723 609	4 723 609	4 556 360
Éclairage des rues	16	680 090	572 166	122 566	694 732	694 732	600 755
Circulation et stationnement	17	563 640	413 851	80 288	494 139	494 139	517 188
Transport collectif							
Transport en commun	18	232 000	232 000		232 000	232 000	368 800
Transport aérien	19						
Transport par eau	20					738 512	
Autres	21			22 423	22 423	22 423	619 365
	22	9 037 150	8 509 467	3 837 801	12 347 268	13 085 780	12 053 622

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2013	Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 971 790	1 872 850	547 700	2 420 550	2 459 111
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 106 170	1 195 197	720 096	1 915 293	1 869 694
Traitement des eaux usées	25	563 280	473 831	409 542	883 373	1 090 166
Réseaux d'égout	26	1 388 485	1 311 331	982 975	2 293 306	2 283 994
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 067 810	1 071 440	20 012	1 091 452	1 169 722
Élimination	28	2 290 280	2 602 817	184 064	2 786 881	2 453 458
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	799 530	841 807	49 340	891 147	929 664
Tri et conditionnement	30	604 970	534 267		534 267	487 480
Matières organiques						
Collecte et transport						
Traitement	31		1 732		1 732	17 283
Matériaux secs	32		29 569		29 569	
Autres	33	65 000	29 569		29 569	
Autres	34	935 355	825 031		825 031	868 057
Plan de gestion						
Autres	35	25 000				
Autres	36	2 000	1 930		1 930	1 500
Cours d'eau						
Protection de l'environnement	37					
Autres	38	361 000	684 743		684 743	549 387
Autres	39	125 000	152 655		152 655	152 843
	40	11 305 670	11 599 200	2 913 729	14 512 929	14 497 795
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	99 000	102 691		102 691	91 775
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	175 900	195 488		195 488	182 486
	44	274 900	298 179		298 179	274 261
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 205 120	1 114 087	63 063	1 177 150	1 181 600
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46			15 666	15 666	15 666
Autres biens	47	25 000	100 183	450	100 633	135 920
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	1 172 500	1 172 659	2 378	1 175 037	967 783
Tourisme	49	817 215	795 436	40 654	836 090	850 835
Autres	50					
Autres	51		1 714 828		1 714 828	9 940 553
	52	3 219 835	4 897 193	122 211	5 019 404	13 092 357

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité							
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 492 550	1 558 388	98 990	1 657 378	1 657 378	1 276 671
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 554 750	1 600 491	253 492	1 853 983	1 853 983	1 747 808
Piscines, plages et ports de plaisance	55	627 986	558 671	13 983	572 654	572 654	566 785
Parcs et terrains de jeux	56	2 586 510	2 393 796	1 112 393	3 506 189	3 493 109	3 291 321
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	244 740	255 298		255 298	347 960	194 419
Autres	59	473 100	861 866	22 551	884 417	884 417	450 069
	60	6 979 636	7 228 510	1 501 409	8 729 919	8 809 501	7 527 073
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	1 268 835	1 213 572	300 028	1 513 600	2 582 636	2 396 696
Bibliothèques	62	1 356 170	1 372 500	186 865	1 559 365	1 559 365	1 463 445
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	268 090	206 208	6 940	213 148	213 148	131 373
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	127 400	76 177		76 177	76 177	36 668
	66	3 020 495	2 868 457	493 833	3 362 290	4 431 326	4 028 182
	67	10 000 131	10 096 967	1 995 242	12 092 209	13 240 827	11 555 255
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	2 445 939	2 087 795		2 087 795	2 087 795	2 241 365
Autres frais	70	74 000	56 842		56 842	56 842	33 203
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	487 000	436 300		436 300	436 300	344 400
Autres	72	35 000	157 717		157 717	190 486	45 620
	73	3 041 939	2 738 654		2 738 654	2 771 423	2 664 588
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	9 092 000	9 448 864	(9 448 864)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Ville de Sept-Îles. Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Deloitte S.E.N.C.R.L. /s.r.l.

(1)

(1) CPA Auditeur, CA, permis de comptabilité publique no. A105898

DATE 2014-05-08

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>47 159 989</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	68 134
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	210 267
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>278 401</u>
Revenus de taxes	11	<u>46 881 588</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1	<u>2 737 080 000</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2	<u>2 769 633 100</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>2 753 356 550</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>28 270 252</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>2 753 356 550</u>
Taux global de taxation réel de 2013	6	| 1 | , | 0 | 2 | 6 | 8 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	3 284 400	2 170 491	1 371 902
Usines de traitement de l'eau potable	2	825 000	1 842 391	335 286
Usines et bassins d'épuration	3	1 425 000	290 978	17 134
Conduites d'égout	4	4 243 600	2 348 614	2 542 693
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	6 160 000	418 650	179 064
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	10 360 000	7 791 518	5 320 084
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	292 000	474 259	323 675
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	398 000	127 220	170 088
Autres infrastructures	11	1 665 000	4 161 364	208 749
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	725 000	84 691	453 902
Édifices communautaires et récréatifs	14	8 580 000	621 634	1 916 603
Améliorations locatives				
15				
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16		107 671	
Autres	17	1 300 000	449 393	1 015 808
Ameublement et équipement de bureau	18	250 000	186 503	282 385
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 420 000	950 722	163 222
Terrains	20		17 877	148 601
Autres	21		266 272	224 364
	22	40 928 000	22 202 577	14 673 560

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		1 813 958	175 000
Usines de traitement de l'eau potable	24		1 842 391	335 286
Usines et bassins d'épuration	25		290 978	17 134
Conduites d'égout	26		1 818 049	802 660
Autres infrastructures	27		7 781 054	2 443 689
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		356 533	1 196 902
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		530 565	1 740 033
Autres infrastructures	32		5 191 957	3 757 971
Autres immobilisations	33		2 577 092	4 204 885
	34		22 202 577	14 673 560

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	56 521 263	15 116 000	6 052 023	65 585 240
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	56 521 263	15 116 000	6 052 023	65 585 240
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	81 487	19 666	86 007	15 146
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	11 304 891	(19 666)	2 173 257	9 111 968
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	39 984 589	13 289 302	2 612 004	50 661 887
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	51 370 967	13 289 302	4 871 268	59 789 001
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18	101 745		8 942	92 803
	19	101 745		8 942	92 803
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	101 745		8 942	92 803
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	5 048 551	1 826 698	1 171 813	5 703 436
Autres	23				
	24				
	25	5 150 296	1 826 698	1 180 755	5 796 239
	26	56 521 263	15 116 000	6 052 023	65 585 240
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	56 521 263	15 116 000	6 052 023	65 585 240

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	312 000	306 758	279 857
Sécurité publique				
Police	4	1 500		
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	25 000		
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	21 000	26 000	14 523
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	138 000	138 159	128 905
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	222 000	555 119	254 255
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	719 500	1 026 036	677 540

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	30,33	36,00	3 044 924	852 051	3 896 975
Professionnels	2	8,68	36,00	667 663	193 139	860 802
Cols blancs	3	112,56	35,00	5 014 754	1 271 538	6 286 292
Cols bleus	4	90,39	40,00	5 294 060	1 493 192	6 787 252
Policiers	5					
Pompiers	6	15,47	40,00	809 727	114 916	924 643
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	257,43		14 831 128	3 924 836	18 755 964
Élus	9	10,00		401 055	50 242	451 297
	10	267,43		15 232 183	3 975 078	19 207 261

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11		138 990		138 990
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	31 285		1 100 000	1 131 285
Réseau de distribution de l'eau potable	13	167 693		591 392	759 085
Traitement des eaux usées	14	3 912			3 912
Réseaux d'égout	15	183 388		1 391 392	1 574 780
Autres	16	4 932 853		1 333 777	6 266 630
	17	5 319 131	138 990	4 416 561	9 874 682

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+	Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux		Frais de financement	
Administration générale																	
Application de la loi	1	669 342	27		1 487	53		670 829	79		105	670 829	131				
Évaluation	2	581 731	28			54		581 731	80		106	581 731	132				
Autres	3	6 231 144	29		271 837	55		6 502 981	81	151 169	107	6 351 812	133			551 450	
	4	7 482 217	30		273 324	56		7 755 541	82	151 169	108	7 604 372	134			551 450	
Sécurité publique																	
Police	5	4 261 125	31		46 762	57		4 307 887	83	311 542	109	3 996 345	135				
Sécurité incendie	6	2 484 766	32		244 311	58		2 729 077	84	247 583	110	2 481 494	136			84 675	
Sécurité civile	7	6 565	33			59		6 565	85		111	6 565	137				
Autres	8	359 127	34		15 484	60		374 611	86		112	374 611	138				
	9	7 111 583	35		306 557	61		7 418 140	87	559 125	113	6 859 015	139			84 675	
Transport																	
Réseau routier																	
Voirie municipale	10	2 815 455	36		3 364 910	62		6 180 365	88	100 395	114	6 079 970	140			727 976	
Enlèvement de la neige	11	4 475 995	37		247 614	63		4 723 609	89	171 408	115	4 552 201	141			27 735	
Autres	12	986 017	38		202 854	64		1 188 871	90	5 600	116	1 183 271	142			36 441	
Transport collectif	13	232 000	39			65		232 000	91		117	232 000	143				
Autres	14		40		22 423	66		22 423	92		118	22 423	144				
	15	8 509 467	41		3 837 801	67		12 347 268	93	277 403	119	12 069 865	145			792 152	
Hygiène du milieu																	
Eau et égout																	
Approvisionnement et traitement de l'eau potable																	
Réseau de distribution de l'eau potable	16	1 872 850	42		547 700	68		2 420 550	94	101 640	120	2 318 910	146			124 820	
Traitement des eaux usées	17	1 195 197	43		720 096	69		1 915 293	95	82 963	121	1 832 330	147			143 733	
Réseaux d'égout	18	473 831	44		409 542	70		883 373	96	74 600	122	808 773	148			48 749	
Matières résiduelles	19	1 311 331	45		982 975	71		2 294 306	97	37 400	123	2 256 906	149			111 350	
Déchets domestiques et assimilés	20	3 674 257	46		204 076	72		3 878 333	98	1 217 805	124	2 660 528	150			125 584	
Matières recyclables	21	2 232 406	47		49 340	73		2 281 746	99		125	2 281 746	151				
Autres	22	1 930	48			74		1 930	100		126	1 930	152				
Cours d'eau	23		49			75			101		127		153				
Protection de l'environnement	24	684 743	50			76		684 743	102		128	684 743	154				
Autres	25	152 655	51			77		152 655	103		129	152 655	155				
	26	11 599 200	52		2 913 729	78		14 512 929	104	1 514 408	130	12 998 521	156			554 236	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	102 691	172		187	102 691	202		217	102 691	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	195 488	174		189	195 488	204		219	195 488	234	
	160	298 179	175		190	298 179	205		220	298 179	235	
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	1 114 087	176	63 063	191	1 177 150	206	12 000	221	1 165 150	236	7 924
Rénovation urbaine	162	100 183	177	16 116	192	116 299	207	413	222	115 886	237	6 450
Promotion et développement économique	163	1 968 095	178	43 032	193	2 011 127	208	64 204	223	1 946 923	238	124 401
Autres	164	1 714 828	179		194	1 714 828	209		224	1 714 828	239	182 563
	165	4 897 193	180	122 211	195	5 019 404	210	76 617	225	4 942 787	240	321 338
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	7 228 510	181	1 501 409	196	8 729 919	211	362 402	226	8 367 517	241	233 043
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	1 372 500	182	186 865	197	1 559 365	212	41 184	227	1 518 181	242	121 300
Autres	168	1 495 957	183	306 968	198	1 802 925	213	77 040	228	1 725 885	243	80 460
	169	10 096 967	184	1 995 242	199	12 092 209	214	480 626	229	11 611 583	244	434 803
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	49 994 806	186	9 448 864	201	59 443 670	216	3 059 348	231	56 384 322	246	2 738 654

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1	199 305	94 775
Charges sociales	2	55 688	26 481
Biens et services	3	21 545 916	14 415 960
Frais de financement	4	401 668	85 084
Autres	5		
	6	22 202 577	14 622 300

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	6 641 893	10 409 653
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	6 641 893	10 409 653
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	2 682 150	6 068 392
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(213 056)	(2 233 000)
Activités d'investissement	6	1 462 000	(2 189 576)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(2 173 144)	(4 957 852)
Réserves financières et fonds réservés	8		(455 724)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	1 757 950	(3 767 760)
Solde à la fin de l'exercice	12	8 399 843	6 641 893
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	8 801 969	3 840 970
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	8 801 969	3 840 970
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(2 000 000)	
Activités d'investissement	17	(2 157 172)	3 147
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	2 173 144	4 957 852
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(1 984 028)	4 960 999
Solde à la fin de l'exercice	22	6 817 941	8 801 969
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	4 455 882	4 246 179
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	4 455 882	4 246 179
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	679 721	1 149 026
Activités d'investissement	27	(1 250 300)	(1 395 047)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		455 724
Financement des investissements en cours	29		
	30	(570 579)	209 703
Solde à la fin de l'exercice	31	3 885 303	4 455 882

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(5 718 339)	(743 476)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		(108 452)
Solde redressé au début de l'exercice	34	(5 718 339)	(851 928)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Autres	40	()	()
	41	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	(424 465)	(4 973 450)
	43	(424 465)	(4 973 450)
Diminution de l'exercice			
Affectations aux activités de fonctionnement	44	78 638	107 039
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45	4 000 000	
	46	4 078 638	107 039
Solde à la fin de l'exercice	47	(2 064 166)	(5 718 339)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	48	(6 933 713)	2 021 623
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49		(1 276 853)
Solde redressé au début de l'exercice	50	(6 933 713)	744 770
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	51	(1 503 494)	(7 678 483)
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Réserves financières et fonds réservés	54		
	55	(1 503 494)	(7 678 483)
Solde à la fin de l'exercice	56	(8 437 207)	(6 933 713)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	57	137 859 760	132 557 597
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58		(6 176 462)
Solde redressé au début de l'exercice	59	137 859 760	126 381 135
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	60		
Excédent de fonctionnement affecté	61		
Variation résiduelle de l'exercice	62	2 423 082	11 478 625
Solde à la fin de l'exercice	63	140 282 842	137 859 760

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>3 400 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>3 400 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>3 400 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales			
	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales			
	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 5 | 8 | 0 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 6 | 9 | 0 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 2 , □ 5 | 6 | 0 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 2 , □ 6 | 1 | 0 | 0 □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ 0 , □ 1 | 5 | 0 | 0 □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

Eau	1	1 | 3 | 5	, 0 | 0 \$
Égout	2	| | | |	, | | | \$
Eau et égout	3	| | | |	, | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | |	, | | | \$
Matières résiduelles	5	1 | 3 | 5	, 0 | 0 \$

Par unité de logement**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Service de la dette - Ancien Sept-Îles	,0900	1	Taxe de secteur
Service de la dette - Ancien Gallix	,0000	1	Taxe de secteur
Service de la dette - Ancien Moisie	,0600	1	Taxe de secteur
Taxe de secteur - Égout de Gallix	50,0000	4	/unité d'éval. desservi
Taxe de secteur - Égout de Moisie	30,0000	4	/unité d'éval. desservi
Taxe de secteur - Travaux Plage Ferguson	245,0000	4	/unité d'éval. desservi
Taxe de secteur - Puit eau potable - MO	220,0000	4	/unité d'éval. desservi
Conteneur - 2 verges cubes	600,0000	7	/ Verge cube
Conteneur - 4 verges cubes	1 200,0000	7	/ Verge cube
Conteneur - 6 verges cubes	1 800,0000	7	/ Verge cube
Commercial sans conteneur	,0025	1	/ 100 \$ d'évaluation
Dépôt site d'enfouissement - Intérieur	60,0000	7	/tonne métrique déposée
Dépôt site d'enfouissement - Extérieur	125,0000	7	/tonne métrique déposée
Eau au compteur - 16 mm	70,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 19 mm	70,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 25 mm	130,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 38 mm	230,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 50 mm	330,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 75 mm	650,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 100 mm	980,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 150 mm	1 980,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 200 mm	7 540,0000	7	Compensation minimale
Commercial sans compteur d'eau	135,0000	7	/unité d'éval. desservi
Eau au compteur - Compens. additionnelle	,2400	7	/litre excédent minimum
Eau - Chambre ou pension	45,0000	7	/ Chambre ou pension
Déchets - Chambre ou pension	50,0000	7	/ Chambre ou pension
Déchets - Emplac. camping	7,0000	7	/ Emplacement

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

Description	Taux	Code ¹	Préciser
1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation		5 - du 1 000 litres	
2 - du mètre carré		6 - % de la valeur locative	
3 - du mètre linéaire		7 - autres (préciser)	
4 - tarif fixe (compensation)			

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	5 759 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 546, avenue De Quen
(no) (rue)
Sept-Îles G4R 2R4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 964-3215 2014
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 964-3257
(ind. rég.) (numéro)

Courriel manon.nobert@ville.sept-iles.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Serge Gagné, OMA

Téléphone (418) 964-3215 2018
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 964-3257
(ind. rég.) (numéro)

Courriel serge.gagne@ville.sept-iles.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 421, avenue Arnaud, bureau # 200
(no) (rue)
Sept-Îles G4R 3B3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 962-2513
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 968-6422
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jfbonneau@deloitte.ca

Responsable du dossier Jean-François Bonneau, CPA, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Serge Gagné , atteste que le rapport financier consolidé de Sept-Îles pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-05-12 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Sept-Îles consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Sept-Îles détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 4 040 297 \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de 1,0268 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-05-11 16:38:59

Date de transmission au Ministère : 2014/05/14